

LE CONGO COLONIAL

Une Histoire en questions

Sous la direction d'Idesbald Goddeeris,

Amandine Lauro & Guy Vanthemsche

* * *

Recension par Boudewijn Eggermont

Traduction du NL et sous-titrage par André de Maere d'Aertrycke

* * *

Préface et Introduction

La préface du livre « Le Congo Colonial », récemment sorti de presse, est signée par M. Guido Gryseels, directeur de l'AfricaMuseum « rénové ». Voilà qui est déjà en soi, de mauvais augure car Gryseels est le propagateur convaincu d'une présentation de la colonisation sous ce triple slogan réducteur : racisme, exploitation et violences. Avec ça, tout est dit et les carottes sont cuites. Et cela nous donne d'emblée une idée de l'atmosphère qui nous attend à la lecture de ce livre.

L'introduction commence par pointer du doigt le combat mené par des anciens coloniaux, sincèrement convaincus d'avoir apporté le progrès en Afrique et qui ont, aujourd'hui encore, le culot de diffuser des publications et des prises de position dans lesquelles ils soulignent les aspects positifs de la colonisation et en minimisent les aspects négatifs. Ce faisant, une frange (certes vieillissante) d'octogénaires qui a vécu sur place les dernières années du Congo Belge peut compter sur le soutien de « la droite ».

A l'opposé, se manifestent des « gauchistes » qui veulent éradiquer, à grands cris, toutes les traces de l'époque coloniale, à l'instar de ceux qui, en Egypte, éliminèrent toutes les représentations du pharaon Akhenaton après sa mort. Mais l'Histoire ne se laisse pas effacer aussi facilement. Même au bout de 3500 ans, Akhenaton n'est pas tombé dans l'oubli.

Même si notre œuvre en Afrique n'a pas récolté les résultats durables espérés, nous avons tout de même pu vivre une époque imprégnée d'idéaux et nous bercer d'illusions. Ce que nous avons réalisé a été détruit en moins de temps qu'il n'en a fallu pour le mener à bien, avec tout ce qui s'y rapportait. Lorsqu'on observe la situation lamentable que le Congo connaît actuellement, on peut se demander qui, des professeurs ou des élèves, a manqué de savoir-faire. Pour les gauchistes, la réponse va de soi et c'est très simple : les professeurs sont voués aux gémonies.

Une série d'auteurs fantasmagoriques sont actuellement portés aux nues. A leur tête: Jules Marchal, Daniel van Groeneweghe et quelques super-héros comme Adam Hochschild avec son *King Leopold's Ghost : A Story of Greed, Terror and Heroism in Colonial Africa* sorti en 1998, Mark Twain avec son *King Leopold's Soliloquy* en 1905 et Peter Bate, avec son *White King, Red Rubber, Black Death*, en 2003.

Le nouveau livre « Le Congo Colonial » se présente comme une étude scientifique mais s'attache déjà, à la page 16 des 431 que compte cet ouvrage, à fustiger la « propagande coloniale d'antan qui résonne toujours dans de nombreux esprits » au lieu de présenter la dure réalité coloniale imprégnée de violences, d'exploitation et de racisme, claire comme de l'eau de roche ... dans les milieux académiques .

Nous savons dans quelle atmosphère nos universités baignent, à l'instar des milieux académiques américains. Et nos propres milieux académiques ne sont pas en reste. C'est au point que, lors d'une émission télévisée, le Recteur de l'Université d'Anvers alla jusqu'à déclarer que Léopold II était un génocidaire ! Il aurait mieux fait de relire la définition du mot génocide avant d'émettre une affirmation aussi saugrenue.

Chapitre 2. L'Etat Indépendant du Congo

Ce livre contient aussi des données intéressantes. C'est ainsi que nous lisons à la page 39 qu'en 1908 : « l'Etat Indépendant du Congo compte une centaine de postes peuplés de quelques deux cents officiers et fonctionnaires blancs et d'une dizaine de milliers de soldats noirs... Bien sûr cela ne suffit pas pour contrôler un territoire aussi vaste que l'Europe de l'Ouest et avec une population d'environ dix millions d'habitants ».

Cette petite troupe aurait pourtant réussi, d'après Hochschild, à massacrer environ dix millions de Congolais, rien que dans la région caoutchoutière. Des hommes très habiles donc, mais Hochschild est encore plus habile qu'eux comme prestidigitateur-manipulateur de chiffres.

L'article de Bas De Roo reproche à Léopold II d'avoir coopéré avec l'esclavagiste afro-arabe Tippo Tip. Pourquoi ne reconnaît-il pas que durant ses premières années l'Etat Indépendant du Congo n'avait pas les moyens pour stopper le puissant Tippo Tip. Pourquoi ne dit-il pas un mot au sujet des effets meurtriers de l'esclavagisme afro-arabe et sur la résistance acharnée que ces trafiquants menèrent contre l'Etat Indépendant du Congo pour tenter de sauver leur honteux commerce d'esclaves.

Bas De Roo reconnaît la situation financière lamentable dont souffraient Léopold II et son Etat, du fait de la nécessité d'équiper celui-ci de structures administratives et d'une armée adéquates, de fonder des postes d'où exercer son autorité, construire des ports, des routes et des chemins de fer, dans ce gigantesque Congo. C'est cette grande pénurie de moyens financiers qui a joué un rôle primordial dans la récolte du caoutchouc et son imposition face à une population récalcitrante.

Léopold II n'avait pas les ressources nécessaires pour amener seul le Congo sur la voie du développement industriel et il dût se résoudre à laisser ce soin à de grandes concessions et se bornait à leur assurer la protection de la Force Publique.

En 1880, la Belgique a prêté 25 millions au roi dont la bourse était vide. Cela se reproduisit encore en 1895. Combien de temps cela serait-il encore tenable ? Mais à l'aube du changement de siècle, les prix du caoutchouc s'envolèrent à un rythme effréné. Le moment était arrivé pour Léopold de rembourser ses dettes et de rétablir sa fortune. Une partie des recettes servit à embellir la Belgique.

« *La récolte du caoutchouc est une tâche ingrate. Le gouvernement et les entreprises concessionnaires n'investissent pas dans des plantations* » lit-on (page 44) C'est évident. La pénurie de ressources financières était telle qu'on ne pouvait pas attendre l'arrivée à maturité d'hévéas plantés pour en tirer du caoutchouc. L'hévéa sauvage était disponible et offrait la solution, mais pas la plus agréable.

« *La violence ou les menaces assorties de violence sont souvent la seule façon, avec un nombre restreint de soldats, de contraindre toute une population à produire du caoutchouc* » (p. 45). De nos jours on appellerait la contrainte provoquée par une pénurie d'argent un dommage collatéral.

« *Le racisme légitime cette contrainte.* » (p.45) Non, c'était plutôt le manque structurel de capitaux. Tout, mais alors tout, est mis sur le large dos du racisme. C'est conforme à l'ambiance noir/blanc actuelle. Les critiques contre le régime léopoldien enflèrent en Occident. Elles furent initiées par le rapport accablant que le Consul de Grande-Bretagne au Congo, le fameux Roger Casement, publia en 1903. Celui-ci fonda en 1904, avec Edmund Morel, la *Congo Reform Association*. On prétend que les 24 décrets édictés par Léopold II en vue de mettre fin à certaines pratiques abusives n'eurent aucun effet, au motif qu'ils n'étaient guère suivis dans la pratique. C'est possible, vu les circonstances locales difficiles que provoquaient les énormes distances, l'absence d'autorité de contrôle et une situation financière contraignante. Mais Léopold II avait fait son devoir.

« *Il est clair que l'E.I.C. était tout sauf une entreprise philanthropique.* » (p.47) Il ne pouvait d'ailleurs pas en être autrement. Il fallait commencer par implanter une structure étatique et créer une source de revenus financiers avant de se lancer à faire de la philanthropie. De nombreuses réalisations philanthropiques ont néanmoins vu le jour, malgré les circonstances difficiles auxquelles il a fallu faire face et des moyens extrêmement limités, comme d'avoir mis fin aux incessantes luttes tribales avec le cannibalisme qui y était inhérent et surtout l'éradication, au prix d'efforts inouïs, de l'esclavagisme afro-arabe.

C'est grâce à Léopold II qu'ont pu être posés les fondements sur lesquels il a été possible de poursuivre son œuvre, après 1908, sur la voie du développement et de la civilisation. De nombreux Blancs y ont consacré le meilleur d'eux-mêmes avec beaucoup d'idéalisme.

Nombreux aussi ont été ces missionnaires et religieuses à avoir effectué un travail titanesque en matière d'enseignement et de soins médicaux aux autochtones.

On a parfois l'impression que ce livre a tendance à porter un jugement impartial sur notre ancienne colonie. Mais cela apparaît bien vite comme n'étant de nouveau qu'une illusion. Tout ce qui peut être expliqué de façon négative est constamment mis en exergue et tout est toujours ramené à une manifestation de racisme. Racisme est en ce moment le mot à la mode. On sait que les modes ne font que passer, mais voici que la tendance actuelle s'amplifie et qu'elle devient de plus en plus véhémente. A quand le retour du bon sens ?

Nous serions partis pour la colonie parce que nous étions « *fondamentalement racistes et imbus de notre supériorité* ». Voilà qui est neuf pour moi et pour tous les anciens coloniaux. Grâce à ces gens avisés d'aujourd'hui, nous apprenons enfin à nous connaître, nous-mêmes et nos motivations. Des faits aussi marquants que la construction du chemin de fer reliant Matadi à Léopoldville sont tout simplement ignorés. On s'en écarte en prenant la tangente comme avec Tippu-Tip et son esclavagisme inhumain et on jette un voile pudique sur les nombreux morts blancs et noirs, décimés par les maladies et les combats menés pour mettre fin à cette barbarie.

L'éradication de l'esclavage était pourtant au XIX^{ème} siècle une préoccupation importante et il fut fortement insisté là-dessus lors de la Conférence de Berlin en 1885. Léopold II utilisa habilement ce courant de pensées pour réaliser son rêve colonial. Cela ne resta toutefois lettre morte. Il s'y attacha, mais cela ne lui vaut guère de bons points. Nous ne sommes encore qu'au début de ce livre. Qu'est-ce qui nous attend encore ?

Chapitre 3. Génocide

Le chapitre 3 du livre « Le Congo Colonial » aborde principalement cette question : il y a-t-il eu un génocide durant la période de l'Etat Indépendant du Congo ? On s'y base d'un point de vue ayant cours en ce XXI^{ème} siècle et qui ne tient aucun compte des situations réelles au Congo à la fin du XIX^{ème} siècle. Citons brièvement ceci : « *la population était utilisée pour exploiter les richesses naturelles, le tout dans un contexte de racisme structurel permettant de nier l'autonomie politique, économique et culturelle des populations congolaises.* » (p. 52).

Qu'est-ce que tout cela peut bien avoir à faire avec le racisme ? Face à l'absence totale de développement selon les normes européennes, il était impossible durant cette période initiale, de mettre en œuvre une quelconque façon de coopérer avec les potentats locaux pour mettre en place un état de droit inexistant. Les chefs coutumiers ne pouvaient pas être impliqués dans la mise en place d'une organisation qui leur était totalement inconnue. Et plus loin : « *Et ce, en dépit de d'un 'paternalisme bienveillant' largement déployé en tant que partie intégrante de l'offensive civilisatrice européenne.* »(p. 52)

Tiens, voici longtemps que le paternalisme n'avait plus été évoqué ! Ce paternalisme si longtemps décrié est en effet remplacé actuellement par 'racisme'. Un mot qui a une connotation plus expressive et péjorative tout en ayant l'avantage d'être imprécis et de pouvoir être utilisé à tout bout de champ. Un mot 'passepartout.'

L'étape suivante amène l'auteur à se focaliser sur la notion de 'génocide'. Sa devise : toujours crescendo. Ce mot lourd de sens est largement diffusé par tous ceux qui s'adonnent au « Léopold II bashing » mais n'est à leur grand regret, pas d'application pour ce qui s'est passé dans la région caoutchoutière. La définition d'un génocide qui fut appliquée par le Tribunal Militaire International de Nuremberg et retenue par la Convention du 9 décembre 1948 à l'ONU, déclare que sont qualifiés de génocide les « *actes commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie, un group national, ethnique, racial ou religieux* » (p.52) Les abus ayant marqué la récolte du caoutchouc sont loin de répondre à cette définition très claire de ce qui constitue un génocide. Mais qui se préoccupe encore maintenant d'une définition reconnue, dès lors qu'il lui est loisible de lancer un anathème aussi effrayant à la tête d'un accusé ?

« *On pourrait dès lors conclure que les génocides ne sont en fait pas si fréquents* » (p.54) Cela semble en effet être vrai, même si ce mot est employé à tort et à travers. Et plus loin (p.59) : « *On pourrait également arguer que le rôle joué par les soldats autochtones et collaborateurs du régime colonial, qui ont largement contribué aux violences, est tout aussi important : dans la pratique, ils auraient peut-être contribué davantage à la mise en œuvre des atrocités que le nombre particulièrement limité de responsables belges. Il faut entre autre se rappeler que le nombre de Belges (et autres européens) était très peu élevé comparé à la population totale du Congo.* » Heureux de lire cela, au milieu de tout le reste.

Personne ne tire avec d'aussi gros plombs que Jules Marchal qui compare carrément le régime léopoldien à l'holocauste. Daniel Vangroenweghe s'exprime un tantinet plus prudemment. Des auteurs américains brandissent à nouveau les mots génocide et holocauste au point que ce n'est même plus beau à voir. L'article sur le génocide congolais a été écrit par Georgi Verbeeck. Il a su garder la tête froide et cela plaide en sa faveur, comme il convient dans un ouvrage qui prétend se faire passer pour une étude objective. Quoique.

Chapitre 5. Décolonisation

Transcrit littéralement du chapitre 5 du livre « Le Congo Colonial » (p 81) « *Malgré le temps écoulé entre la création de l'Etat léopoldien en 1885 et le moment où le vécu colonial oppressant pour les Congolais tendait à sa fin, les coloniaux belges considéraient toujours leurs 'pupilles indigènes' comme inaptes à gérer le pays moderne qu'ils avaient créé.*» Quand on voit la situation du Congo après 60 ans de «Dipenda», nous devons hélas reconnaître que ces colonisateurs avaient raison. Mais avoir raison n'a rien de commun avec obtenir raison. « *Dès 1958, la fin de la souveraineté belge au Congo semble désormais inéluctable.* » C'était en effet le cas même si personne ne s'en rendait compte.

Quand je suis arrivé au Rwanda fin 1954, mon Administrateur de Territoire Frans Ackerman, me disait pourtant déjà ; « *Mais mon garçon, qu'est-ce que tu viens encore faire ici ? Dans quelques années, nous serons mis dehors.* » Pessimisme ou clairvoyance ?

Après la Conférence de Bandung en avril 1955, Kwame Nkrumah du Ghana parvint, au cours de la Conférence d'Accra en septembre 1958, à exciter à fond plus d'un millier de leaders politiques contre les autorités blanches en place. Patrice Lumumba, qui avait obtenu l'autorisation de se rendre avec quelques-uns de ses amis à cette conférence séditeuse, en fut ravi. Il était un membre actif du Mouvement National Congolais (MNC) mais il s'y chamailla rapidement avec ceux qui n'appréciaient pas son attitude dictatoriale. Cela l'amena à fonder le parti dissident M.N.C.-Lumumba où il pouvait régner seul et cela lui convenait parfaitement.

En 1958, on assista à une explosion de partis politiques. Nous lisons à la page 84 : « *Le mode de gestion colonial, laissant à chaque administrateur territorial de larges pouvoirs d'appréciation et l'autorisant même à outrepasser les prescriptions légales déjà vexatoires pour les Noirs, est désormais largement dépassé.* »

Le mot « vexatoire » apparaît à nouveau pour dénigrer les colonisateurs. Pourtant, au Service Territorial, nous n'avions nullement l'impression d'agir de façon vexatoire. Interviewé par la revue 'Knack', Pierre Kompany raconta avoir remarqué durant son enfance que : « *les villes étaient séparées en quartiers distincts, il y avait le quartier des Belges et les autres quartiers pour les Congolais. Mais les Belges s'occupaient de leurs affaires et nous des nôtres.* » Cela ne paraît très opprimant. Mais oui, nous ne devons pas oublier que nous sommes racistes sans nous en rendre compte. Nous n'aurions pas réalisé que nous avons tout faux, même si nous étions animés des meilleures intentions. Comment peut-on, comme colonial, être aussi bête et arriéré, du point de vue des 'progressistes s'entend.

Après Bandung et Accra, le général Charles de Gaulle vient le 24 août 1958, et de plus, précisément à Brazzaville, de l'autre côté du fleuve Congo, offrir l'indépendance aux colonies françaises. Chez nous, Maurice Van Hemelrijck devint alors ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et, selon ce qui est relaté dans le livre : « *il veut réparer 'in extremis' les dégâts humains et moraux de la colonisation en servant d'intermédiaire entre Congolais et Belges.* » (Page 85) Cette tâche s'avéra impossible à mettre en œuvre et cela l'amena à démissionner le 2 septembre 1958, laissant à August De Schrijver le soin de ramasser les débris de ce dossier explosif.

Le roi Baudouin effectua une visite surprise au Congo en décembre 1959 dans le but de prendre le pouls de la situation. Au moment de quitter Stanleyville, le lieu préféré de Lumumba, le roi avoua sa désillusion en déclarant au gouverneur de la Province Orientale : « *Nous allons abandonner le Congo dans la honte et avec beaucoup de morts.* » (Page 86) Nous devons reconnaître que ce jeune roi avait compris que la communauté belgo-congolaise qu'il espérait voir se constituer, était un rêve et qu'il pouvait l'oublier.

D'après Knack, l'avenir de la Belgique est à nouveau au Congo. Il nous faudra tout de même alors reprendre nos cours de Mandarin et nous exercer à fond pour arriver à manger prestement du riz avec des baguettes.

Chapitre 6. Crise du Congo

Le chapitre 6 du livre « Le Congo Colonial » s'intitule ainsi : « *La crise du Congo (1960-1963) : la démonstration d'une décolonisation ratée ?* » Dag Hammarskjöld, le Secrétaire général de l'ONU a «*dénoncé la politique désastreuse de la Belgique au Congo* ». La communauté internationale considérait la gestion belge et dès lors aussi la décolonisation, d'une façon générale comme un échec. Nous savons qu'en tant que Blancs, nous ne pouvons plus rien faire de bon, face à une opinion publique qui se dresse mondialement contre nous. Mais sommes-nous réellement coupables ?

Si Patrice Lumumba n'était pas venu au monde avec ce caractère rebelle à outrance qui devait amener deux écoles catholiques et une protestante à le mettre à la porte, et s'il avait fait preuve d'un peu plus de d'ouverture d'esprit, les choses auraient pu se passer tout autrement au Congo à partir de 1958, lorsqu'il se mit à abuser de son talent oratoire. On l'a laissé exciter la population contre les Belges et claironner un tas de promesses idiotes qu'une population crédule gobait sans sourciller.

Une fraction des élites lui emboîta le pas et partagea ce délire que Moscou, Pékin et les socialistes belges lui avaient instillé. Nous eûmes encore à subir un paroxysme de cette haine en 1964, durant la révolte des Simbas. C'est alors que avons pu voir à quel point le 'lubumbisme' pouvait être destructif.

On oublie trop facilement que c'est 'Bruxelles' qui tirait les ficelles. C'est le ministre des Colonies qui était en vérité le chef, même s'il ne jouissait pas d'une considération très élevée au sein des cénacles du pouvoir, en raison du peu d'intérêt porté par la majorité des Belges envers la colonie. Cette tare invétérée avait amené Léopold II à se lancer en solitaire et avec ses propres moyens vers l'équateur. L'autorité locale au Congo avait peu de pouvoir et d'influence et devait se borner à appliquer les ordres venant de Bruxelles.

D'accord, le général Janssens était resté quelques années de trop à son poste. Il était à prévoir que les élites autochtones allaient se livrer une lutte acharnée pour le pouvoir, mais le fait que celle-ci se déroulerait d'une façon aussi brutale et violente est bien la preuve de la différence fondamentale qui différencie la mentalité africaine de l'europpéenne. Il en résulta une pléthore de malentendus et une lourde absence de vision. Une collision entre illusions et réalités.

Certains politiciens belges comme Auguste Buisseret, Ministre des Colonies (1954-1958) estimèrent utile d'exporter au Congo la politique belge et ses querelles belgo-belges. L'élite congolaise, qui a une prédilection pour l'observation et est douée d'un sens aigu de la psychologie trouva Buisseret à son goût.

Buisseret de son côté, était fier comme un paon d'avoir « découvert Lumumba ». Voilà qui en dit long quant aux aptitudes psychologiques de ce ministre franc-maçon.

A la page 101, nous lisons qu'en date du 18 août, le président Eisenhower « donne l'instruction d'éliminer Lumumba ». On pensait que Ludo Dewitte avait démontré que c'étaient les Belges et particulièrement la Cour royale qui avaient ordonné la mort de Lumumba. Ce seraient donc tout de même les Américains, obsédés par leur hostilité à l'encontre de Moscou. Que devons-nous croire à présent ? Dans toute cette affaire, on sous-estime gravement les dissensions entre les élites congolaises. Mobutu avait pourtant déclaré un jour : « *il n'y a place que pour un seul sur la peau de léopard* ». Lumumba s'opposait à tout un chacun sauf quelques congénères crapuleux comme Gbenye, Gizenga, Kashamura, Soumialot et tutti quanti.

La photo prise à l'aérodrome de la N'djili, où l'on voit comment Lumumba avait été maltraité par les soldats de Mobutu ne laisse planer aucun doute quant à l'imminence de sa fin règne. Lumumba aurait dû se rendre à Luluabourg où il avait organisé un énorme massacre. Il y avait toutefois un gros contingent de troupes onusiennes à l'aéroport et c'est pour éviter que celles-ci ne libèrent Lumumba que l'avion poursuivit son vol vers Elisabethville, où l'attendait Munongo, avec le résultat que l'on connaît. Tshombe n'apprit son exécution qu'après coup. Le cruel Munongo se méfiait en effet de son caractère trop sensible.

Chapitre 7. Démographie

Un sujet incontournable fait l'objet de beaucoup de discussions, ce sont ces fameux dix millions de morts avancés par Mark Twain. Du fin fond des Etats-Unis, celui-ci avait porté son regard sur le lointain Congo et sorti, comme par enchantement, ce chiffre rond de son boulier compteur. Les conséquences de cette accusation de 1905 sont encore durement ressenties aujourd'hui. Personne ne sait sur quoi il s'est basé pour sortir ce chiffre. Mais puisqu'il s'agit d'êtres humains, l'accusation est cinglante.

Il est pourtant encore toujours impossible de vérifier ce terrible nombre de morts, car il n'existait encore guère de chiffres sûrs concernant le nombre d'autochtones à cette époque lointaine dans un pays où la notion d'état civil avec ses statistiques étaient encore totalement inconnues. De nombreux chefs coutumiers ne savaient même pas combien d'épouses ils avaient et certainement pas combien d'enfants en étaient nés.

Les seuls chiffres dignes de foi disponibles ne concernent que les Blancs : en 1898, 1678 européens et américains résidaient dans ce pays d'un peu plus de 2,3 millions de km². Stanley avait bien fait une vague estimation de l'ensemble de la population autochtone en se basant sur celle qu'il apercevait depuis sa pirogue sur les rives du Lualaba et du fleuve Congo et l'avait estimée, par extrapolation, à environ 27 millions d'habitants. Il avait aussi l'habitude de tout voir en grand.

Il n'avait aucune idée de ce que pouvait être la densité de la population au-delà des rivages et entre les deux grands fleuves. Il est normal que les villageois recherchent la proximité de l'eau et qu'ils s'installent dès lors aux abords des rivières. Stanley ignorait tout de ce qu'était l'intérieur du pays. Un Flamand qualifierait ce mode de calcul de jeu de 'vogelpik'.

Mais entretemps ces 10 millions ont la vie dure et ce chiffre est toujours au centre de l'accusation. S'il n'est pas possible de prouver l'exactitude de ce chiffre gigantesque, il est tout aussi impossible de prouver son inexactitude. On continue donc à tâter dans le noir de cette « darkest part of Afrika » pour parler comme Henry Morton Stanley.

Chapitre 8. Capitalisme

Un des grands problèmes de Léopold II était d'attirer les capitaux que nécessitait la mise en route d'activités industrielles dans un Congo vide.

« De nombreuses entreprises belges considèrent le projet de Leopold II comme un rêve mégalomane, ne croient pas à ses chances de succès et préfèrent investir dans d'autres pays. » (p.128)

Le Congo étant peu peuplé et très étendu, beaucoup de 'terres vacantes' pouvaient être 'concedées'. Les premiers à s'engager dans l'aventure congolaise furent l'ABIR fondée par le britannique John-Thomas North en 1894 et l'Anversoise fondée par les frères Alexandre et Constant de Browne de Tiège en 1892. L'ABIR et l'Anversoise sont à la base de la mauvaise réputation dont Léopold II fut affublé.

Dans les contrées concedées vivait une population belliqueuse et cannibale qui se montrait hostile envers tout étranger ainsi qu'à tout travail imposé, dont les villages étaient constamment en guerre et où sévissaient la mouche tsé-tsé et la malaria. Ce n'était donc l'endroit le plus agréable, où les prisonniers et les esclaves, affublés du sobriquet « nyama » (viande) savaient ce qui les attendait. Surtout l'ABIR, dirigée par Albert Longain, de Verviers, poussa les choses tellement loin que Léopold II lui retira la concession le 1^{er} juillet 1904.

Il y avait tant à faire. Les grands cours d'eau ne suffisaient pas, interrompus qu'ils étaient à deux endroits par d'encombrantes cataractes qui durent être contournées et nécessitèrent la construction d'un chemin de fer. Investir au Congo comportant de grands risques et un rendement incertain, Léopold II fut obligé de d'accorder de grandes étendues de terres (land grants) et des garanties en capital et intérêts pour financer son projet colonial.

D'après les 'progressistes' nous ne devons nous rendre au Congo que pour le civiliser, comme si l'apport d'une civilisation pouvait se faire par des gens en état de survivre sans manger ni s'acheter des vêtements. De plus, quand un capital n'est pas productif, il reste inutilisé et il ne se passe rien.

Chapitre 9. Travail forcé

Ce chapitre s'intitule : *Doit-on le «développement» du Congo belge au travail forcé ?* Ce n'est pas un sujet anodin. L'auteure, Julia Seibert, concède que le pouvoir belge s'efforça, en 1908, de se démarquer de l'Etat Indépendant du Congo : « *En 1908, les autorités belges ont cherché à développer un nouveau concept de 'mise en valeur' d'une colonie désormais contrôlée par l'Etat.* » (p. 141)

Il fallait renoncer à faire usage de contrainte et de violence dans la recherche de main d'œuvre et l'introduction d'un impôt. Cette main d'œuvre était indispensable si le développement était l'objectif à atteindre. Il fallait donc 'travailler' et volontairement de préférence.

Les Congolais se montraient toutefois récalcitrants face aux attentes de Blancs. Rien dans leur culture ne pouvait les persuader de s'engager dans ce 'processus de travail'. Les autorités se trouvaient dès lors face à un vrai dilemme. Respecter la culture africaine et donc renoncer à introduire le changement, le développement, la civilisation où appliquer le principe : la fin justifie les moyens.

A la page 150 nous lisons que : *l'expérience des huileries avait montré que les Congolais ne s'intégraient dans l'économie de plantation que sous la contrainte.* C'était tout aussi vrai pour les plantations de coton, les mines, les chemins de fer et, d'une façon générale, toutes les 'nouveau-tés' apportées par les Blancs. L'expérience apprendrait que sans contrainte, aucun progrès ne pouvait être obtenu.

En principe, on essayait d'éviter toute contrainte, mais les circonstances ne laissaient guère d'autre choix. En général cette contrainte s'exerçait via les chefs coutumiers qui abusaient parfois de leur autorité pour se débarrasser de leurs « fortes têtes » lors du recrutement.

Un régime de liberté en matière de louage de services n'aurait eu aucun succès dans une communauté qui n'avait pas trop de peine à survivre, grâce à la générosité de sa nature. Mais les ambitions des Blancs, que ne partageaient pas les Noirs, eurent le dessus avec cet inconvénient qu'il fallait 'travailler' pour les satisfaire. Les autorités pensaient que « coloniser c'est créer des besoins ».

Mais cela ne réussit en aucune façon. On pensait qu'un besoin d'argent et de biens finirait par être ressenti. Après de nombreuses années une certaine envie d'acquérir un vélo ou une machine à coudre Singer s'est tout de même manifestée. Il fallait vaincre l'attitude récalcitrante des Congolais vis-à-vis du travail salarié. La seule façon d'y parvenir était de rendre celui-ci attractif.

L'Union Minière du Haut Katanga y est parfaitement parvenue, très probablement du fait qu'elle disposait des plus amples moyens à cet effet. Les photos des cités ouvrières et les infrastructures sanitaires et sportives, sont impressionnantes. Ce fut par contre plus difficile pour l'importante industrie huilière et cotonnière.

Des impositions de toutes sortes existaient, que ce soit en matière d'hygiène ou pour prévenir les famines, comme par exemple celle des champs de manioc obligatoires au Rwanda et le stockage de semences et de haricots dans des 'hangars semences' et l'obligation de planter 100m² de caféiers, pour assurer un minimum de revenu aux villageois. En 1959, le Rwanda produisait environ 19000 tonnes de café. Après l'indépendance, en 1964, ce ne fut plus que 8000 tonnes. Vive la liberté !

Le manque criant de main d'œuvre constituait une menace pour le projet colonial. C'était la même chose pour tous les pays africains. Sans contrainte, c'était la stagnation complète. La difficulté consistait à privilégier la persuasion plutôt que la coercition. Parfois cela réussissait bien quand il s'agissait de solutions pragmatiques comme l'aménagement d'une route. Si les arguments présentés étaient acceptés, ils y travaillaient gratuitement avec plaisir dès lors qu'ils y voyaient un intérêt personnel.

Il était très difficile d'attirer suffisamment de main d'œuvre pour la construction des chemins de fer d'une nécessité existentielle, qui nécessitait des milliers d'ouvriers. La construction du chemin de fer de Matadi à Léopoldville, pour solutionner le problème du portage, fut loin d'être une sinécure. Sur une longueur totale de 365 km, il a fallu construire 9 ponts et 1250 viaducs. Les travaux ont coûté la vie à 1800 Congolais et 132 Blancs. Mais la voie est là, depuis 1898.

Chapitre 13. Développement ?

Le chapitre 13 intitulé : *Le Congo, une colonie « en voie de développement »*, met ce mot entre parenthèses avec un point d'interrogation. L'intention est manifestement de semer le doute à ce sujet. Les coloniaux se targuaient avec raison d'avoir, grâce à leur gestion, développé le Congo, du moins aussi longtemps qu'il était permis de dire cela. La preuve en était fournie quand on le comparait aux nombreuses autres colonies africaines. Voyons un peu comment Wikipédia définit « développement » par rapport aux pays sous-développés : « *il s'agit de l'amélioration des conditions de vie économiques et sociales des habitants de pays en voie de développement* ». Voilà qui est clair.

Mais étant donné que la colonisation, telle que la voient les progressistes, est de par sa nature : un mal, qu'elle est immorale et un crime contre l'humanité, il faut que la perception du développement qui est, en soi, un élément positif, soit dénigrée par tous les moyens. Et c'est la mission que Guy Vanthemsche s'est assignée ici Il commence par concéder que : « *D'une part, les colonies augmentaient la prospérité et la puissance de la métropole ; d'autre part, les populations colonisées recevaient la 'civilisation' en échange du travail et des ressources naturelles qu'elles fournissaient à leur Mère patrie* ». Cela revient dès lors à un échange, ce n'est donc pas une exploitation qui consiste à prendre sans rien donner en retour. Vanthemsche s'efforce de jeter le doute sur les idées de base. « *Mais quel modèle sociétal le colonisateur envisageait-il à long terme ?... (Le Congo) resterait-il à jamais une contrée taillable et corvéable à merci ? Était-il appelé à devenir une copie conforme de la 'Mère patrie' ?* (page 197).

Aucun pays ne peut se développer sans une industrie qui pourvoit les ressources nécessaires et procure du travail. Il y a lieu de toujours veiller à trouver un certain équilibre. Une industrie exagérément lourde et un excès 'cashcrops' ou cultures de rapport comme le coton, l'huile de palme et le café, peuvent causer des problèmes à l'agriculture et provoquer des famines. C'est consciemment que la colonie s'efforça de promouvoir l'agriculture.

Qui sait p.ex., que paraissait tous les deux mois sur 200 pages ; le Bulletin Agricole du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et dont l'édition de juin 1960 portait déjà le n°51 ? Qui a connaissance des efforts prestés pour mettre en route les paysannats dont l'idée venait du professeur Lode De Wilde de l'Université de Gand ? En 1948, quelque 5000 cultivateurs s'étaient laissé convaincre par ce modèle d'exploitation agricole. Et du prestigieux Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo Belge (INEAC) avec sa réputation internationale, qui était unanimement admiré pour le niveau universitaire de ses recherches dans le domaine de l'agronomie tropicale.

Dans tous les domaines, il a été travaillé activement à l'amélioration du bien-être de la population. Le Fonds du Bien-Etre Indigène a été créé en 1947. Ensuite il y a eu l'ambitieux 'Plan décennal pour le développement économique et social du Congo Belge'. En 1958, ce Plan décennal avait déjà coûté 50 milliards. De 1946 à 1957, l'économie congolaise connut une croissance de 7% en moyenne.

Ce sont là des chiffres 'à la chinoise', dont nous ne pouvons que rêver en Europe. Le pouvoir d'achat de la population augmentait de façon substantielle, surtout dans les villes, ce qui entraîna une migration vers les grands centres. Il n'est pas surprenant que tout n'était pas parfait dans la colonie. Où donc était-ce peut-être ? L'agriculture avait peine à suivre la croissance démographique. Certains aliments durent être importés. Personne ne pouvait souffrir de la faim, ce qui n'est certainement plus le cas aujourd'hui.

Le Congo n'a jamais pu compter beaucoup sur la mère-patrie. C'est ainsi que le Plan décennal dût être financé par le Congo lui-même, au moyen d'emprunts. En 1960, la dette publique du Congo s'élevait à 46 milliards. Avec l'énorme chaos qu'il a créé, Lumumba contribua à ce que cette dette atteigne un montant phénoménal. A nous coloniaux, il n'y a plus lieu de démontrer que les Belges ont admirablement œuvré au Congo. Nous savons que toute médaille a deux faces. On peut choisir la face de la médaille qu'on veut montrer. Aujourd'hui c'est la face du dessous qui est mise au-dessus pour des raisons idéologiques. Pas pour faire apparaître la vérité.

Chapitre 22. Soins de santé.

Les soins de santé ont toujours été vus comme étant le fer de lance de l'œuvre « civilisatrice » des Belges au Congo. Il est communément admis que la qualité des soins de santé au Congo lui valait la deuxième place du podium en Afrique, après l'Afrique du Sud, où vivaient plus de cinq millions de Blancs, alors qu'on arrivait à peine à 80.000 au Congo.

Cette deuxième place est une véritable prouesse de notre petit pays dans un pays aussi immense. Voilà pourquoi ce chapitre 22 du livre « Le Congo colonial » s'attache tout spécialement à « *brosser un tableau nuancé de la médecine coloniale 'belge'* ». (p.327) Ce qui reviendra à la démolir complètement

Le ton utilisé est constamment dénigrant. Page 328 :« *Les Belges estimaient que les Congolais étaient totalement ignorants en matière de maladies et de soins de santé. Pourtant les Belges durent faire appel à la population locale pour assurer les soins médicaux.*» Ce « *pourtant* » dépasse les bornes. « *Ce manque d'effectifs amène peu à peu le colonisateur à s'assurer la collaboration d'un petit nombre de Congolais pour dispenser des soins de santé.* » Exactement comme si c'était à contrecœur et comme si, sous chaque palmier, un diplômé en blouse blanche était assis à attendre qu'on fasse appel à ses services. La première formation fut donnée à Boma en 1917. A partir de 1936, des assistants médicaux furent formés et en 1954, à Lovanium démarra la formation de médecins. « *Trop peu et trop tard* » selon la mantra.

« *Qui plus est, les soins de santé sont encore empreints d'une vision utilitaire. Ils sont en grande partie réservés aux Congolais qui revêtent une certaine importance aux yeux des pouvoirs publics, tels que les soldats et le personnel auxiliaire.*» (p.329) L'entreprise qui distribuait du lait en poudre pour nourrissons pouvait ainsi « *exercer un contrôle étendu sur la vie familiale de ses travailleurs.* »

Les Missionnaires n'échappent pas davantage à ces sous-entendus négatifs : « *La motivation qui sous-tend ces soins est tout sauf philanthropique. Par ce biais, les missionnaires veulent avant tout accroître le nombre de conversions...Malgré la propagande des missions sur la nature bienveillante et publique de leurs services médicaux, la frontière entre la médecine missionnaire et la médecine de l'Etat est souvent très mince, les médecins des missions doivent consacrer autant de temps aux campagnes de vaccination organisées par les autorités qu'à l'examen de leurs patients.* » (p.330) Donc, collaborer avec l'Etat, même quand il s'agit de vaccinations contre des épidémies, ce n'était pas bien vu.

« *Dans un premier temps, les Belges apportèrent au Congo des maladies, plus que des soins de santé... Qui plus est, le corps médical est très sélectif quant aux maladies à traiter. Il s'attaque principalement aux épidémies qui constituent une menace pour l'économie.* » (p.331)

Il est toutefois concédé que « *les Belges manquent souvent de temps, d'argent et d'équipements pour soigner les maladies...*» Voici donc tout de même un petit mot de consolation parmi toutes ces attaques. Jamais toutefois, les circonstances qui prévalaient au Congo à l'époque ne sont prises en compte. La résistance acharnée contre les vaccinations et les slogans arriérés répandus à leur encontre sont connus.

Le livre se contente de dire que « *les violences qui les accompagnent parfois suscitent la peur et la répugnance des Congolais.* » (p.331) Que pour les autorités, c'est la santé de la population qui primait, n'est mentionné nulle part.

Le succès de la campagne contre la lèpre n'est que brièvement évoqué. Si même le père Damien est accusé aux Etats-Unis d'être un 'Blanc supérieur', il ne faut plus rechercher la raison nulle part. Il s'est levé un tsunami gauchiste qui emporte tout sur son passage.

Quand les Belges prennent une initiative louable au Congo pour le bien-être de la population, sans lien avec l'économie et l'industrie, ce n'est pas pour améliorer les conditions de vie de la population, mais pour : « *légitimer leur présence au Congo.* » (p. 332) C'est en 1947 que fut créé le Fonds du Bien-Etre Indigène (FBEI), l'accent étant mis sur les régions rurales.

Il est concédé qu'il y a au Congo un lit d'hôpital disponible pour 186 habitants. C'est mieux que dans les colonies anglaises et françaises où il n'y a respectivement qu'un lit pour 369 et 364 habitants. Après cette constatation louangeuse, il faut trouver une comparaison négative : « *Avec un médecin pour 20.138 habitants, le taux de médicalisation est à peu près le même qu'en Afrique Equatoriale française (23028), mais presque deux fois moins élevé que dans la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland (10736)* » (p. 333)

On cherche constamment ce qui peut jeter une ombre sur nos réalisations. Ce qu'on ne dit pas c'est la Fédération Rhodésie-Nyassaland avait, à cette époque, une population de près de 300.000 âmes avec des revenus conséquents, sur un territoire six fois plus petit que le Congo.

« *La politique de santé au Congo se basera jusqu'à la fin de période coloniale sur des idées racistes et paternalistes. L'infrastructure hospitalière d'une ville moyenne telle que Coquilhatville en est une bonne illustration... Les situations de ce genre montrent que les chiffres cités plus haut dissimulent une politique de ségrégation peu reluisante.* » (p. 333) Le chapitre conclut que « *les services sanitaires au profit de la population congolaise ... servirent essentiellement les ambitions économiques, militaires ou religieuses. ... La maladie du sommeil, à laquelle les Belges consacrèrent le plus d'argent, de temps et de personnel, était aussi l'épidémie la plus directement liée à la colonisation.* » (p.334). Et dire que nous avons appris, comme confirmé par Wikipédia, que la maladie du sommeil avait, depuis des siècles, rendu de vastes régions d'Afrique quasiment inhabitables pour les humains et leur bétail, à cause de la mouche tsé-tsé. Nous avons donc de nouveau tort : la colonisation est coupable, même de la maladie du sommeil. Encore ! Que Léopold II fonda, de ses propres frais, l'Institut de médecine tropicale d'Anvers pour lutter contre la maladie du sommeil et d'autres maladies tropicales n'est évidemment pas mentionné.

On peut se demander quels étaient les objectifs économiques, militaires et religieux p.ex., du réseau de dispensaires au Rwanda où il n'y avait pas de villages et dont les habitants vivaient disséminés sur les collines. Tous les 15 km, une construction en briques abritait un cabinet de consultation et une salle d'attente avec quelques lits pourvus de draps blancs.

Lorsque l'assistant médical n'arrivait pas à prodiguer les soins adéquats, il mettait le malade au lit sous ses draps blancs ; dans l'attente du passage bihebdomadaire de l'ambulance qui emmenait le malade vers un hôpital où il était pris en charge par un docteur blanc.

On fait remarquer que pour les Congolais « *la dimension médicale de la colonisation n'eut qu'un très faible impact sur la majorité d'entre eux. La population qui avait quand même accès à ces soins de santé devait faire face à une approche extrêmement ségrégationniste, voire à l'emploi de la force. Sans doute peut-on affirmer que la médecine fut le domaine où la séparation entre colonisateur blanc et colonisé noir se manifesta le plus clairement.* » (p. 334) Il n'y a aucune allusion à l'influence exercée par les guérisseurs et les sorciers sur une population primitive et superstitieuse qui se laissait facilement exciter contre la médecine des Blancs.

Les auteurs ont encore le culot de terminer leur article en affirmant que « *si certains médecins se préoccupèrent réellement du bien-être des Congolais, cela ne signifie pas pour autant que le système médical colonial était altruiste et bienveillant.* » (p.334) Que disait encore le général de Gaulle ? « *L'important dans la vie, c'est la perception. Ce n'est pas de moi mais de Teilhard de Chardin* ». Tout ce que nous avons réalisé au Congo est mauvais et tout ce qui pourrait être interprété de façon positive est systématiquement mis en doute.

Au verso de la couverture du livre, on lit que « *Le Congo colonial souhaite présenter les résultats de la recherche scientifique à un large public.* » La science évoquée ici est donc devenue très subjective, ce qui est en soi, tout sauf scientifique. L'approche s'effectue avec des lunettes progressistes Il eut mieux valu des lunettes sans verres.

* * *